

nous nous réjouissons de ces choix, si le gouvernement estime vraiment qu'il est essentiel de recruter ses représentants hors du ministère des Affaires extérieures, nous ne pouvons en faire autant de ses politiques et de ses décisions, ou plutôt de ses indécisions, qui les accompagnent.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) a pris la parole devant l'ONU le 25 septembre et a déclaré, à propos de notre politique et de l'aide canadienne au développement, que «malgré les graves problèmes économiques que nous éprouvons chez nous, nous n'allons pas tourner le dos aux populations défavorisées du monde». Il a ajouté: «Notre gouvernement a l'intention de maintenir l'engagement du Canada de consacrer .7 p. 100 de son PNB à l'aide publique au développement d'ici à 1990.» Le ministre des Finances (M. Wilson) a démolì cette promesse dans son exposé financier comme il a démolì le principe sacré de l'universalité. L'objectif n'est plus de .7 p. 100 d'ici à 1990, mais plutôt d'ici à 1995. Ces reculs commencent à ressembler à ceux des libéraux. Au début des années 70, ces derniers visaient à consacrer .7 p. 100 du PNB à l'aide publique au développement. Cette proportion a été abaissée avec régularité à .6, .5 et .43 p. 100 du PNB.

Ce qui est encore plus grave, les électeurs ne vont-ils pas redevenir incrédules quand ils verront notre gouvernement tenir de beaux discours pour ensuite manquer de manière si répréhensible et si dommageable à sa parole? Qu'a fait le gouvernement pour la cause de la paix dans le domaine du contrôle et de l'élimination des armes nucléaires? Jusqu'à maintenant il n'a pas émis la moindre idée ou proposition qui puisse faire progresser le Canada et le monde même d'un pas. Dans le discours que l'ambassadeur pour le désarmement a prononcé à Vancouver le 20 octobre, le gouvernement lui a fait dire que dans ces questions de vie ou de mort, il avancerait à pas mesurés. Je dirais plutôt centimètre par centimètre ou millimètre par millimètre. Le titre même du discours évoquait une progression imperceptible vers la paix. Je suis persuadée que l'ambassadeur avait honte de parler ainsi, mais il exposait, bien sûr, la politique du gouvernement.

Deuxième aspect troublant de la politique du gouvernement: il a rejeté d'emblée toute initiative unilatérale de la part du Canada dans le domaine du contrôle des armements nucléaires et du désarmement. Il a fait fi d'une vieille tradition canadienne qui veut que, parfois, notre pays prenne des mesures unilatérales. Il dit que ce n'est plus possible maintenant, que nous ne pouvons agir de notre propre chef, que ce soit pour interdire les essais du missile de croisière ou pour convaincre les autres pays de réclamer qu'on mette un terme à la cause aux armements nucléaires.

**Le président suppléant (M. Paproski):** La députée a maintenant terminé son discours. Nous allons passer aux questions et aux commentaires. Étant donné qu'il n'y a ni question ni commentaire, je donne la parole au ministre de l'Emploi et de l'Immigration.

**L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, permettez-moi de vous féliciter pour votre nomination à un poste aussi prestigieux.

**Des voix:** Bravo!

**Mlle MacDonald:** Monsieur le Président, le gouvernement actuel a été porté au pouvoir au moment où notre société fait face à toutes sortes de défis et de difficultés. Ces difficultés

### *L'Adresse—M<sup>lle</sup> MacDonald*

sont sans précédent dans l'histoire de la majorité des Canadiens. En fait, monsieur le Président, c'est en raison de ces défis et de ces difficultés que le gouvernement a été élu, car les Canadiens se sont rendu compte que les vieilles idées et les vieilles méthodes avaient ruiné notre économie et que des centaines de milliers de Canadiens avaient perdu entre-temps leur maison, leur emploi, leurs entreprises, leurs rêves et mêmes leurs espoirs.

Pas étonnant que le 4 septembre dernier, les Canadiens aient choisi le changement! Nos vis-à-vis l'ont déjà reconnu. Comme leur nombre n'atteint même pas 70, ils n'avaient pas de choix. Le message de l'électorat a été clair. Les Canadiens ont choisi le changement. Ils ont choisi un gouvernement en qui ils pourraient croire, et ils ont choisi bien plus que cela. Ils ont élu un gouvernement qui leur ferait confiance.

Aujourd'hui, je fais mon premier discours en qualité de ministre de l'Emploi et de l'Immigration, ayant à l'esprit la tâche énorme qui consistera à rebâtir et à revigorer la confiance. Je crois cependant que nous allons y parvenir si le public canadien continue de nous appuyer. En fait, monsieur le Président, nous nous devons de réussir. Un chômage qui atteint 11.3, 10, 9 ou 8 p. 100 est un drame que nous ne pouvons pas nous permettre et que nous ne devons pas tolérer. Il est trop coûteux quand il gâche la vie des gens et sème le désespoir dans de nombreuses régions, ce qui est presque incompréhensible dans un pays aussi comblé que le nôtre et dont nous avons tous appris qu'il avait des possibilités illimitées.

• (1530)

Mais ce désespoir existe. Il nous a été légué par des ministres et des cabinets convaincus que le gouvernement—plus il est puissant, mieux c'est—a réponse à tout. Il est le fruit de mesures unilatérales qui n'ont pas rempli leurs promesses, notamment celle des taux d'intérêt élevés qui a conduit à la ruine des milliers de chefs d'entreprises, privé de travail des centaines de milliers de gens et qui, en l'espace de trois ou quatre ans, a produit une dette nationale que nous devons maintenant traîner comme un boulet.

Non, nous refusons les méthodes du passé. Elles n'ont pas fonctionné alors et ne fonctionneront pas mieux à l'avenir. Les Canadiens n'en veulent plus. Il est vrai qu'ils ont voulu le changement. Ils ont donné leur appui à un gouvernement prêt à relever les défis qui se posent aujourd'hui et se poseront demain, un gouvernement qui verra à ce que le travail productif, rémunérateur, significatif et honorable demeure un élément essentiel de notre vie quotidienne.

A titre de ministre de l'Emploi et de l'Immigration, voilà l'objectif ambitieux que je me suis fixé. Cependant, qu'on sache bien que je ne sous-estime pas la tâche monumentale qui nous attend si nous voulons réaliser cet objectif. Nous ne connaissons que trop bien la situation actuelle du chômage. Chacun la qualifie à juste titre d'intolérable et d'insupportable. Par conséquent, que dirions-nous demain si des centaines de milliers d'autres Canadiens devaient se trouver sans emploi et dépourvus de compétences requises parce qu'ils auraient manqué le virage technologique? Quelle serait alors notre réalité socio-économique?

Depuis cinq ans, les ministres qui auraient dû relever ce défi n'ont pas su en reconnaître l'ampleur ou s'en sont tout simplement moqués. Nous payons maintenant le prix de cet échec et de cette indifférence. Il est déjà tard pour participer à la